

Clôture de l'université d'été

35 min · Parti Communiste Français

Depuis des années, c'est un jeune universitaire, c'est un jeune camarade qui est désormais membre du Conseil national du Parti communiste français. Il est rédacteur en chef de La Pensée, la revue de la Fondation Gabrielle Péry, et surtout, c'est pour ça qu'il parle, pour ouvrir cette clôture, il est le directeur adjoint de l'Université d'été. Je vous demande d'accueillir Nicolas Tarditz.

Merci. Merci, merci, Guillaume. Chers camarades, il me revient de faire avec Clara un mot conclusif. Et comme il est temps de nous séparer, avant toute chose, je vais prendre le temps en commençant par faire d'immenses merci. Merci à toutes celles et tous ceux qui ont rendu cette université d'été possible. Plus de 60 ateliers, près de 90 intervenantes et intervenants, plus de 1 000 communistes rassemblés à Toulouse pour échanger, pour découvrir, pour débattre, et tout cela ne se fait pas tout seul. Cela suppose, bien sûr, du travail, de l'organisation, de l'engagement. Alors, merci, et on peut les applaudir. L'équipe organisatrice, à l'accueil, à toute l'équipe technique, à l'AS, à la fédération des hautes Garonnnes. Merci aux animatrices et animateurs, merci à la Librairie Notre -Temps, merci aussi aux camarades des revues qui sont si importantes et toujours présentes dans nos initiatives. Merci aussi à la Fondation Gabrielle Péry qui était présente à notre université d'été et qui a d'ailleurs, et je le dis, grandement besoin de notre soutien aujourd'hui face à l'offensive qu'elle subit aujourd'hui, l'offensive de Macron face à la baisse de ses dotations. Merci également à toute l'équipe de la communication qui a permis de capter, de faire vivre une partie de nos échanges en vidéo, car ce que nous faisons ici, ce que nous produisons ici ne doit pas rester enfermé dans les murs. Non, nous voulons que les idées circulent, nous voulons qu'elles donnent envie de débattre et d'agir. Et puis, je vais prendre un peu de temps quand même pour dire un mot particulier sur notre directeur Guillaume Roubaud -Kouachi. Guillaume a une nouvelle fois dirigé cette université d'été avec cette énergie, cette exigence, cette inventivité qui le caractérise. Et je ne le vois pas, mais je le sais, il doit déjà me faire des signes en disant... Allez -là. En disant, arrête, arrête. Alors, je vais pas faire trop long. Mais puisque c'est la clôture, on va pas vraiment m'interrompre. Il faut pourtant le dire. Ce qu'a accompli Guillaume ici mérite d'être salué parce que organiser une université d'été comme celle -ci, ce n'est pas simplement aligner des ateliers sur 3 journées. C'est construire un moment politique. C'est imaginer une programmation, faire des choix, ouvrir des portes, prendre des risques parfois, sentir ce qui peut rencontrer la préoccupation de nous, militantes et militants, ce qui peut surprendre en renouvelant les formats et les approches. Et cela demande une qualité assez rare qu'à Guillaume, ce pif qui nous permet de sentir une idée, un sujet, de dire, là, il y a quelque chose à faire, quelque chose qui peut faire débat. Alors oui, Guillaume, je pourrais continuer longtemps, très longtemps, mais tout simplement merci. Merci pour ton travail. Merci surtout d'avoir contribué une nouvelle fois à faire de cette université ce qu'elle doit être, un moment où notre parti se rassemble, réfléchit, s'ouvre et ressort de ces quelques jours avec davantage de force pour agir. Que retenir donc de cette université d'été ? D'abord, une université d'été rajeunie. Puisque la moyenne d'âge des universitaires présents est de 50 ans, contre 51 l'année dernière. Et je vous promets qu'on n'a pas compté le petit Ambroise évoqué par Fabien hier. Non, ces statistiques sont très sérieuses. C'est l'énamance qui les a faites. On peut s'assurer, c'est sérieux. Nous avons également 41,8 % de femmes parmi nous, parmi les présents. Cela va sans dire, mais disons -le, il faut continuer à faire mieux sur ce plan. Je crois d'abord que nous avons fait ce que nous devons toujours faire dans des universités d'été, mais aussi dans notre engagement, regarder le monde tel qu'il est, sans détourner les yeux, sans nous raconter d'histoire. Nous avons regardé la situation de la rentrée à venir à l'échelle internationale, notamment ces bouleversements, les nouveaux rapports de force qui se dessinent. Nous avons étudié la progression de l'extrême droite, mais aussi ce qu'était

spécifiquement ce parti politique dans l'histoire de notre pays. Et là encore, nous avons voulu regarder la réalité en face sur l'ancrage du vote et de l'adhésion pour le Rassemblement national. Nous savons la force du RM. Nous savons les imaginaires qui l'installent et les fractures sur lesquelles ils prospèrent. Mais nous refusons aussi cette idée dangereuse selon laquelle tout serait joué, selon laquelle certains électeurs seraient définitivement perdus, condamnés à voter pour l'extrême droite parce que le racisme aurait tout emporté. Non, non, les choses sont bien plus compliquées. Alors ce n'est pas facile, certes, mais nous ne renoncerons jamais, jamais à personne. Nous n'abandonnons aucun territoire, aucune partie de la population, jamais. Et cette exigence de transformation, on l'a étudié sans les fantasmer puisque nous avons notamment travaillé des questions nouvelles et importantes qui traversent toutes les dimensions de la société, l'intelligence artificielle. Vous l'avez peut-être vu, dans ces universités, cinq ateliers étaient consacrés à l'intelligence artificielle parce qu'elle bouleverse le travail, la recherche, l'éducation, la production, notre rapport au savoir. Alors je pense que ce que l'on peut en tirer, c'est assez simple, ne soyons ni naïfs ni dogmatiques. La question est simple. Qui maîtrise et pour faire quoi ? Aux mains du capital, elle approfondit les dominations, maîtrisée collectivement, elle peut devenir, elle peut devenir un formidable outil de connaissance. Et puis, dans le cadre de ces réflexions, cette université d'été a également été l'occasion de prolonger les discussions et les orientations engagées lors de notre 40e congrès, en travaillant notamment sur notre stratégie électorale. On l'a fait en filigrane dans les différents ateliers que nous avons eus, mais aussi de manière plus frontale en ouvrant le débat avec les autres forces politiques de gauche, car oui, cette rencontre que nous avons organisée est la première de la rentrée politique. Une nouvelle fois, je pense qu'on peut le saluer, les communistes sont à l'initiative pour mettre la gauche autour de la table avec cette volonté d'ouvrir le débat, de confronter les orientations. Mais derrière toutes ces questions immédiates, nous avons aussi pris le temps de regarder loin. Quels projets de société voulons-nous ? Comment réarmer notre industrie ? Reconstruire des filières ? Produire autrement ? Comment réussir la transition écologique ? Quelles recherches voulons-nous ? Quelle école ? Quel logement ? Quel service public ? Quelle planification ? Et je crois que l'échange, qui vient d'avoir lieu entre Léon de Fontaine et Clément Bonne, en a été une belle illustration. Nous n'avions évidemment pas les mêmes réponses ni les mêmes projets, mais nous avons fait ce que nous voulons continuer à faire toujours, nous confronter, argumenter, débattre. Alors bien sûr, bien sûr, nous n'avons pas tout vu ni tout fait. Peut-être même qu'il y ait encore quelques frustrations au moment de quitter cette université d'été. Très peu, j'en suis sûr, mais quand même. Il nous reste même beaucoup à faire. Poursuivre notre réflexion sur les classes sociales, sur leur réalité objective et subjective, sur l'Etat, sur ses moyens, sur son rôle stratégique. Travailler encore sur la démocratie, à tous les échelons, dans nos institutions, dans nos territoires, mais surtout dans l'entreprise. Continuer aussi à regarder les transformations de la société. La jeunesse, la fin de vie, la parentalité, la sexualité. Autant de questions qui bougent, autant de réalités dont nous devons nous saisir sociologiquement, même anthropologiquement, sans préjugé et sans retard. Et puis, continuer à faire de la culture un enjeu politique majeur et à lui donner toute sa place dans nos universités d'été. Débattre et discuter ensemble de poésie, de littérature, de théâtre, de musique, de jeux vidéo, de cinéma, de série, parce que l'émancipation passe aussi par là. Bref, nous allons continuer à écouter, à réfléchir, notamment en faisant toute leur place aux scientifiques, aux sciences humaines et sociales et aux sciences expérimentales. Et il y a urgence à le faire. Guillaume l'avait évoqué en introduction, mais je veux quand même le redire. Tant la recherche aujourd'hui et ceux qui la font sont malmenés. Précarité, conditions de travail dégradés, dénigrement, et cela va même jusqu'à une crise de vocation. Retenez un seul chiffre. En 10 ans, en à peine 10 ans, la France a perdu 10 000 doctorants, 10 000 jeunes chercheuses et chercheurs en moins en à peine 10 ans. À l'heure où tant de discours simplistes et irrationnels prétendent tenir lieu de vérité, nous avons besoin de chercheuses et chercheurs, nous avons besoin de savoir et de temps longs, et ils ont bien sûr toute leur place au sein de notre université d'été, là où ils sont respectés. Voilà donc beaucoup

de choses à faire, les camarades, encore à poursuivre, mais rassurez -vous si nous avons déjà tout fait, ce seraient les dernières universités d 'été, et ça, ce n 'est pas envisageable évidemment. Donc le rendez -vous est déjà pris pour 2027. On vous dira où ? Sûrement ici, mais car au fond, au fond, si nous sommes attachés à ces universités d 'été, c 'est peut -être parce qu 'elles disent quelque chose de ce que nous sommes. Elles disent quelque chose de notre manière spécifique d 'être au monde, nous, les communistes, et ce, bien avant 1920, dans l 'histoire du mouvement ouvrier. Nous réfléchissons pour agir et nous apprenons pour nous émanciper. Nous ne sommes pas un parti qui prétend détenir toutes les réponses. Nous ne sommes, au contraire, un parti qui regarde le réel, qui cherche à le comprendre, qui accepte de confronter ses certitudes aux transformations de la société, et qui sait qu 'il faut parfois changer d 'analyse pour continuer à changer le monde. Et en plus d 'un siècle, on a l 'expérience. Les communistes ont fait de la connaissance une force collective qui accepte finalement de se former, de se comprendre, de transmettre. Pour nous, c 'est une pratique d 'émancipation que nous vivons au quotidien dans notre engagement. Une chercheuse, un ouvrier, une enseignante, un syndicaliste, un artiste, une élue peuvent, chacune et chacun, apporter une part du réel à notre intelligence commune. C 'est cette intelligence collective qui nous permet de rester un parti vivant. Et je conclurai en disant que c 'est peut -être cela, au fond, une de nos plus belles forces. D 'ailleurs, nous le disons, enfin, plutôt, nous le chantons régulièrement. Nous ne voulons ni Dieu, ni César, ni Triebørn. Autrement dit, ni l 'irrationalisme, ni la croyance dans l 'homme providentiel, ni le renoncement à penser par nous -mêmes. Non, nous croyons à la raison, à la connaissance, à l 'intelligence collective, à l 'organisation et à l 'action. Et ça, camarade, c 'est notre boussole. Merci.

Bien, merci à Nicolas. Et maintenant, j 'appelle quelqu 'un que celles et ceux qui étaient parmi nous l 'an passé ont déjà connaissent bien, parce qu 'elle avait été une de celles et de ceux qui avaient porté le succès des deux éditions précédentes de l 'Université d 'État du Parti communiste français. C 'est une de nos dirigeantes importantes du Parti communiste qui a été réélu. Et vous pouvez l 'applaudir d 'ores et déjà au comité exécutif national. Eh bien, hier matin, c 'est Clara Jimenez.

Tu ne dirais pas, mais t 'es grande. Bien, bonjour à tous, chers camarades. Je voudrais commencer par remercier très chaleureusement, en notre nom à tous, l 'ensemble des équipes qui ont organisé ces universités d 'été. Guillaume, Nicolas, Erwan, Florian, Léna, Alban, l 'équipe d 'accueil avec Annie, Catherine, Léo et Monique, toute l 'équipe de la com qui nous a photographiées, re -photographiées, filmées, diffusées sur les réseaux sociaux. Et remercier aussi les équipes de l 'accueil sécurité. Et on peut les applaudir. Évidemment, je voudrais remercier la fédération de la Haute -Garonne pour la réussite de cet événement. Je sais pas si Corinne est dans la salle. Non, du coup, quelqu 'un lui transmettra qu 'il faut qu 'elle transmette. Je disais donc à Corinne qu 'il fallait qu 'elle transmette nos remerciements à l 'ensemble des camarades qui ont participé à l 'organisation, et notamment ceux qui ont assuré hier soir, dans un contexte pas toujours évident, le repas fraternel. Je pense qu 'on peut les applaudir vraiment. Remercier aussi ceux qui ont fait ce qui fait le charme de nos universités d 'été, le bar. Le bar qui nous permet des échanges informels, ou ce nous des liens entre camarades qui n 'existaient pas 100 minutes auparavant, et qui permet surtout les formidables moments de fraternité que nous connaissons et que nous avons encore connus hier. La fédération de l 'Héro a eu la chance, Guillaume l 'a dit, d 'organiser les 2 précédentes éditions de ces universités d 'été à Montpellier. Nous savons ce que cela représente comme travail pendant des semaines. Nous savons ce que cela représente de mobilisations militantes, de sessions de courses, de tétises dans des camions, de coac dans ce qui avait été prévu initialement, de camarades qui s 'impatientent, d 'énergie qu 'il nous faut avoir sur le moment, alors qu 'on est déjà tous complètement lessivés. Alors bravo à vous, bravo, camarades de la Haute -Garonne. Merci pour l 'accueil que vous nous avez fait dans d 'aussi bonnes conditions à Toulouse. Nicolas vient de vous en parler. Ces universités d 'été ont été une formidable occasion de préparer la rentrée qui s 'annonce. Ça a été une occasion d 'échanger, de confronter des points de vue sur des sujets très divers, allant des questions d 'IA dont il

a parlé, des questions liées à notre organisation, les questions internationales, mais aussi des enjeux d'actualité, des enjeux de mémoire. L'objectif de ces temps d'échange n'est pas tant d'apprendre pour apprendre, mais bien d'apprendre à réfléchir, à confronter nos points de vue, pour mieux s'adresser aux autres, pour convaincre et pour agir demain pour transformer notre société. Cette université d'été s'est ouverte après le 40e congrès du PCF et en été, disons -le, très, très, très chaud. La canicule qui a touché le pays cette année a duré semaine après semaine. Elle a pointé la nécessité de repenser nos vies à la lumière de ce changement climatique. La nécessité de repenser aussi nos logements, le travail, la ville, les espaces publics, parce que la canicule touche avant tout les plus précaires. Ce que Fabien a annoncé hier, nous demandons la tenue d'une commission d'enquête. Pour comprendre qui sont les morts de la canicule, pointer les responsables de cette surmortalité et agir enfin pour que cela ne se reproduise plus. Je disais un été chaud, mais j'aurais aussi pu dire un été brûlant, littéralement. Nous avons tous été saisis par les images de ces incendies, par les fumées qu'on a ressenties à plusieurs centaines de kilomètres, par toutes ces familles évacuées en urgence, par les images des pompiers épuisés. Face à l'anxiété qu'ont suscité les premières images, il nous a fallu réagir et je crois nous l'avons fait. D'abord par et à l'urgence, par la solidarité concrète, immédiate et populaire, qui s'est très vite mise en oeuvre. Et notre parti y a contribué dans de nombreuses fédérations en relayant notamment les appels à collecte du secours populaire. Au-delà de cette solidarité concrète et nécessaire, nous devons porter au effort nos propositions. Face aux logiques capitalistes des profits immédiats, nous devons répondre service public et planification à long terme. C'est d'ailleurs en ce sens que plusieurs fédérations sont allées distribuer sur les marchés des tracts qui présentaient notre plan climat pour protéger les populations et pour faire réfléchir sur les causes de ces canicules, de ces sécheresses, de ces incendies, sur les leviers dont nous disposons pour les éviter. Notre plan climat, véritable outil de planification, qui place les besoins humains comme point de départ pour le développement de la société, a été élaboré par des scientifiques, par des ingénieurs, mais aussi par des militants, pour ouvrir une perspective vers la neutralité carbone en 2050. Loin d'être un catalogue de bonnes intentions, il fixe des objectifs chiffrés, des échéances concrètes et des moyens à mettre en oeuvre pour une écologie qui protège les plus fragiles, une écologie populaire et créatrice d'emplois. Ce plan climat, c'est la démonstration concrète qu'un autre monde ait possible. Parce que nous voulons une écologie des jours heureux et cela passe aussi par la souveraineté de la France en matière industrielle. Nous ne pouvons pas accepter que nos pompiers combattent les feux avec des canadiers et des camions vieillissants. Planifier la production de tels outils en France, c'est reprendre la main sur les moyens de protéger notre territoire, mais c'est... et aussi créer des emplois en France. Ce qu'ont vécu les pompiers cet été est symptomatique de ce que les services publics subissent depuis des années et donc de ce que subissent l'ensemble des Français. Matériel obsolète, sous-effectifs chroniques, conditions de travail dégradés, nous ne pouvons plus accepter cela. Alors que les moyens de l'Etat partent dans des aides aux entreprises sans garantie ni contrôle, nous devons récupérer cet argent pour développer des services publics de grande qualité capables de faire face aux situations les plus extrêmes. Lorsqu'il s'agit de poursuivre la guerre en Ukraine ou de l'examen de crédit militaire, le projet est immédiatement adopté. Alors que les moyens pour les services publics, eux, peuvent attendre, ils font le choix de la guerre. Nous faisons le choix de l'humain et de la planète. Cet été, il a été chaud sur plein de plans, mais aussi sur le plan international. Il démontre, s'il le fallait, l'importance de renforcer nos actions, notre intervention, notamment au travers de la campagne pour la paix, l'autodétermination des peuples et un nouvel ordre économique mondial. La guerre en Ukraine se poursuit, les combats s'enlisent, les destructions d'infrastructures s'accumulent, et ce sont toujours les populations civiles qui en paient le prix. L'Union européenne et l'OTAN portent une responsabilité écrasante. À force de repousser sans cesse leurs frontières vers l'Est, elles ont créé l'inaacceptable agression russe et les conditions de ce conflit. Aujourd'hui, plutôt que de pousser vers la négociation et le cessez le feu, elles choisissent l'escalade militaire, la livraison d'armes et les

sanctions qui frappent d'abord les peuples européens par la hausse des prix. Elles ne cherchent pas la paix, elles cherchent la guerre. Alors que l'argument du droit international est régulièrement invoqué pour condamner l'agression russe, ce même droit international est chaque jour bafoué en Palestine, sans susciter d'émotions et de réactions particulières de nos dirigeants. La situation en Palestine est toujours aussi critique. La colonisation en Cisjordanie s'est intensifiée, portée et soutenue par un gouvernement israélien qui, pour se maintenir au pouvoir, a besoin de ces soutiens les plus extrémistes. Nouvelles colonies, terres confisquées, villages palestiniens assiégés, familles déplacées sous la menace, le tout sous l'œil approbateur de l'armée israélienne qui couvre voire défend et viole le droit international. Et face à cela, que fait la France ? Rien, strictement rien. Alors qu'il y a presque un an, la France reconnaissait l'état de Palestine à l'ONU, elle n'agit toujours pas pour garantir l'existence d'un état de Palestine pleinement souverain aux côtés de l'état d'Israël sur la base des frontières de 67. La France doit affirmer son soutien au peuple palestinien en contraignant l'Union européenne à suspendre l'accord d'association avec Israël. Sans attendre, nous devons mettre un terme aux relations commerciales avec Israël, en commençant par cesser la vente d'armes à ce gouvernement qui devra un jour ou l'autre répondre de l'ensemble de ses actes devant la Cour pénale internationale. Nous, communistes, devons sans cesse réaffirmer le droit pour l'ensemble des peuples du Proche et Moyen-Orient d'enfin vivre ensemble et en paix. La même logique impérialiste, le même mépris du droit international, la même volonté de domination s'exprime face à nos camarades cubains. Après les menaces d'annexion, d'intervention militaire et d'invasion, l'offensive idéologique contre Cuba a encore frappé cet été, avec la présentation par Marco Rubio d'un rapport particulièrement instructif, Cuba, la capitale du communisme du 21e siècle. À la lecture de ce rapport, on pourrait presque se demander si ce n'est pas Cuba qui passe son temps à espionner et attaquer les Etats-Unis. Presque. La haine des dirigeants américains pour Cuba est en tout cas entrée dans une phase où les couteaux s'aiguisent pour justifier une intervention sur le sol cubain, tout en créant les conditions de la criminalisation de toute réaction sur le sol étasunien. Alors que nous avons célébré il y a quelques jours le centenaire de la naissance de Fidel Castro, le peuple cubain résiste encore avec le courage et la dignité dont il a toujours fait preuve face à ce blocus criminel. Le socialisme tel qu'il l'a construit, pas à pas dans l'adversité la plus vorace nous inspire. Il nous montre la voie, la voie d'un avenir à inventer dans la situation concrète et matérielle du lieu et du moment pour rompre définitivement avec les logiques capitalistes et impérialistes, pour ancrer par la lutte collective un projet d'émancipation humaine et de paix. La solidarité avec les peuples qui subissent la guerre et l'impérialisme doit continuer à être la boussole des communistes français. Mais pour être victorieux, ce combat doit s'élargir au-delà de nos rangs, au-delà des rangs des associations de solidarité déjà mobilisées. C'est tout le sens de notre campagne décidée au dernier congrès qui vise non seulement à lutter pour la paix, mais aussi à créer les conditions de voir apparaître un nouvel ordre économique mondial. Ces combats, il nous faudra les porter dans les semaines et les mois à venir, et notamment pendant l'élection présidentielle qui s'annonce. Nous sommes désormais, à quelques jours, d'un vote important pour les communistes, un vote qui devrait confirmer le choix de notre 40e congrès et décider de la candidature de notre camarade Fabien Roussel à l'élection présidentielle. Les résultats de ce vote doivent être un fort point d'appui pour notre entrée collective en campagne dans ce scrutin si particulier qu'est l'élection présidentielle. Nous avons besoin, à mon sens, d'avoir une expression communiste dans cette campagne, parce que ce qui compte par-dessus tout, au-delà du score qui sera le nôtre, que j'espère évidemment le plus haut possible, c'est notre capacité à reconstruire une conscience de classe, à faire grandir l'idée qu'un autre monde est possible, que les responsables de la situation, c'est la classe capitaliste et pas le voisin d'à côté. Il n'y aura pas de rupture possible avec ce système de production sans une prise de conscience des classes populaires, de leur intérêt commun au changement. Et évidemment, je parle de l'ensemble de ceux qui ont intérêt, et pas seulement d'une catégorie plus que du nôtre, d'une part de marché électoral plus que du nôtre, parce que tout ce qui

nous divise constitue un boulevard pour l'extrême droite. En témoigne l'alimentation de division par Robert Ménard cet été, maire de Béziers, qui a utilisé ce qui devait être un moment de fête partagée pour vomir sa haine de ceux qui n'aimeraient ni la messe, ni les femmes, ni les taureaux, ni les flics. Il a même osé rajouter Michel Sardou. Je ne reviendrai pas sur la nécessaire condamnation de ces propos qui piétinent la laïcité, méprisent les combats féministes. Beaucoup l'ont déjà fait, et cela me semble évidemment indispensable. Ce qui est criant, à mon sens, avec cette affaire, c'est surtout qu'un maire utilise son mandat, les moyens de sa ville, pour diviser à ce point la population de son territoire, pour reposer les besoins aux autres. Au contraire, nous affirmons notre volonté d'une nouvelle République, pas seulement au travers de nouvelles institutions, même si ce sera nécessaire, mais nous voulons surtout une République qui unit et qui rassemble. Une République démocratique, laïque, universaliste, sociale, féministe et écologiste. Nous voulons une République qui considère que les moments de fête doivent être, avant tout, des moments de fraternité. Alors qu'ils font campagne sur ce qui divise les Français entre eux, faisons campagne sur ce qui doit nous réunir, sur le monde que nous voulons construire, sur notre visée communiste et sur le processus socialiste pour l'atteindre. Oui, nous voulons rompre avec le capitalisme, reprendre le pouvoir sur l'appareil d'Etat et sur l'économie. Nous voulons reprendre le contrôle sur nos vies. Nous voulons planifier. Nous voulons donc décider collectivement des besoins auxquels il nous faut répondre et créer les conditions de la satisfaction de ces mêmes besoins. Cela supposera nécessairement une nouvelle industrialisation du pays, un travail important sur les questions écologiques et des services publics renforcés. Nous voulons récupérer les moyens de production, mener des nationalisations ciblées. Et je pense notamment au sujet d'ArcelorMittal et des salariés qui se battent pour garder l'outil de production en France en se débarrassant de ce patron qui ne voit que son intérêt immédiat. Nous voulons aussi garantir à tous la sécurité matérielle, l'accès au savoir, à la culture, à la santé, au sport et à la mobilité, parce que le progrès social passera avant tout par le développement des capacités humaines. Loin de la concurrence entre les territoires et entre les nations, nous défendons au contraire le développement de coopérations avantageuses pour tous pour partager les savoirs, développer la production et répondre aux besoins humains en respectant les hommes et la planète. Nous voulons de nouveaux droits démocratiques et une liberté augmentée en allant à la conquête de nouveaux pouvoirs d'intervention pour les travailleurs, en garantissant l'égalité réelle et en... en agissant pour la liberté de la presse et de la création. Enfin, nous voulons l'émancipation de tous, promouvoir la création, les arts et la culture, parce que nous pensons que Michel Sardou, même s'il nous permet de bien terminer une soirée, il ne suffit pas au bonheur d'un peuple. Nos imaginaires doivent être divers, ils doivent être variés. Oui, c'est une autre société que nous voulons. C'est ce projet que nous portons pour la France et c'est ce que nous devons rendre palpable et atteignable auprès de notre classe. Mais l'expression communiste, elle ne pourra pas se limiter au plateau de télé et aux visites officielles de notre candidat. Il nous faudra être collectivement dans la bataille. Aux portes des boîtes, devant les services publics, aux pieds des immeubles, sur les marchés, en porte-à-porte, en séance collage, il nous faudra aller discuter, il nous faudra aller convaincre. Et pour y arriver, il va falloir se renforcer, proposer l'adhésion, aller chercher de la souscription, surtout organiser, structurer notre action. En somme, il va nous falloir mettre en oeuvre nos décisions de congrès. Dès le mois de septembre, nous aurons fort à faire. D'abord, bon nombre de sections ou de fédérations organisent des fêtes de rentrée pour débattre des enjeux de la période autour d'un moment fraternel, d'un bon repas ou d'une soirée. Faisons en sorte que celles-ci touchent un public le plus nombreux possible et qu'un grand nombre de Français entendent à cette occasion -là nos propositions. La fête de l'Humà sera aussi un moment important, scrutée par les médias, tant elle sera sûrement l'occasion de quelques pots de bananes posées à notre secrétaire national et à ce moment -là, je l'espère, notre candidat. Nous devons y être nombreux dans les stands de nos fédérations, dans notre stand national, dans les allées pour proposer l'adhésion aux partis. Aussi au meeting de Fabien Roussel le samedi après-midi. Par ailleurs, de nombreuses mobilisations sociales

sont d'ores et déjà annoncées au mois de septembre. Il nous faudra y prendre toute notre place, les faire connaître, y être nombreux, y être visibles et s'en saisir pour porter nos propositions. Le 15 septembre, 2 appels importants sont annoncés dans la santé et l'action sociale, contre l'austérité budgétaire, contre la marchandisation, mais aussi dans les industries électriques et gazières suite aux récentes attaques des conquies sociaux des électriciens et gaziers. Le 29 septembre, c'est la fonction publique et les pompiers qui seront mobilisés pour exiger des moyens supplémentaires pour la qualité du service public. Par ailleurs, d'autres dates importantes sont aussi inscrites dans notre agenda. Le 7 septembre, pour une loi intégrale contre les violences faites aux femmes et aux enfants. Contre le permis de tuer le 19 septembre. Pour la journée internationale de la paix, le 21 septembre. Pour le droit à l'avortement, le 28 septembre. Et je n'oublie pas les nombreuses mobilisations qui continuent en soutien, notamment au peuple palestinien. Alors, chers camarades, à l'heure où se termine la bouffée d'oxygène de ces universités d'été, il va nous falloir préparer la rentrée, se remonter les manches, préparer nos troussees et nos cartables, les tracts et la colle, les affiches, les drapeaux, pour aller en manifestation, en distribution et en collage, pour aller à la rencontre des Français, pour les convaincre qu'un autre monde est possible, pour dire que nous voulons vivre, vivre ensemble, vivre heureux, vivre longtemps et vivre en paix. Je vous remercie.

Tout finit en chansons, quand même. Alors, Clara, il faut remonter, Nicolas et tous ceux qui veulent. Et pas n'importe quelle chanson. Pas Michel Zardou, non, non, non. Allez, on y va.